



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour l'année 2021

**Document d'action « Appui à la stabilisation de l'Axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo –
Renforcement sécuritaire social et économique »**

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement « IVCDI - Europe dans le monde ».

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Appui à la stabilisation de l'Axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo - Renforcement sécuritaire social et économique Numéro CRIS: BF/NDICI AFRICA/2021/043-175 Financé au titre de l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative Team Europe	Oui TEI 1 – Inclusion pour la stabilité L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans le cadre de ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces IEE et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des IEE.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: provinces Centre Nord: Sanmatenga (chef-lieu: Kaya; chef-lieu région); Bam (chef-lieu: Kongoussi); Namentenga (chef-lieu: Boulssa); Sahel: Séno (chef-lieu: Dori; chef-lieu région); Oudalan (chef-lieu: Gorom-Gorom); Soum (chef-lieu: Djibo); Yagha (chef-lieu: Sebba)
4. Document de programmation	Programme indicatif multi-annuel (PIM) 2021- 2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<i>Domaine 1: Paix – Cohésion sociale - Bonne gouvernance – Développement local »:</i> <ul style="list-style-type: none"><i>- Objectif spécifique n° 1: Renforcer l'État de droit, la justice, la sécurité et la cohésion sociale ;</i><i>- Objectif spécifique n° 2: Améliorer l'efficacité des politiques publiques et promouvoir le développement local dans le cadre d'une approche territoriale multidimensionnelle intégrée.</i> <i>Domaine 3: Économie verte et résiliente :</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif spécifique n°2: Modernisation et diversification de filières agroalimentaires résilientes et porteuses ; - Objectif spécifique n°3: Renforcement des capacités de gestion et compétences locales dans la promotion d'un développement territorial. 			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaines prioritaires, secteurs	Paix - Cohésion sociale - Bonne gouvernance - Développement local 152 – Paix, Sécurité, Prévention des Conflits 15112 – Décentralisation - Développement local Économie verte et résiliente 311 – Agriculture 11330 Formation professionnelle			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD n° 16 « Paix, Justice et Institutions Efficaces » Autres ODD significatifs: ODD n° 10 « Réduction des inégalités dans le pays » ODD n° 8 « Travail décent et croissance inclusive » ODD n° 2 « Faim zéro » ODD n°5 « Égalité entre les sexes »			
8 a) Codes DAC	152 Paix, Sécurité, Prévention des Conflits 15112 Décentralisation - Développement local 311 Agriculture 312 Forêt 11330 Formation professionnelle			
8 b) Principal canal de distribution @	20000 Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile 12002 Gouvernement local 13000 Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags :	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d’emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 50 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE: 50 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par: - Subventions; - Marchés publics. Gestion indirecte avec: - entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4			

1.2. Résumé de l'action

La présente action veut contribuer à la **stabilisation** du Burkina Faso, à l'amélioration de la gouvernance locale et à la **résilience des populations affectées** dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.

Ce projet travaillera à accompagner via une **approche territoriale intégrée** et multidimensionnelle qui aura un impact sur: le **renforcement de la sécurité** et **des autorités locales** dans la gestion de la crise des déplacés; la cohésion sociale; la **reconstruction d'une résilience au travers d'activités productives** dans le domaine agro-sylvo-pastoral; la formation professionnelle et l'accompagnement des opérateurs locaux pour la reconstruction du tissu économique. Elle va agir sur le territoire des régions du Centre Nord (chef-lieu Kaya) et du Sahel (chef-lieu Dori) en ciblant les communes les plus déstabilisées par la crise sécuritaire pour un maximum d'impact.

Les **objectifs spécifiques** sont: l'amélioration de la sécurisation des territoires périphériques et frontaliers fragilisés ainsi que la sécurité des populations et de leurs biens; l'amélioration de la gestion et la gouvernance locale autour de la crise sécuritaire; la relance économique, stimulée notamment auprès des populations les plus vulnérables et déstabilisées tant hôtes que déplacées. L'action contribue: (i) à la feuille de route de N'Djamena et des engagements régionaux de l'UE dans le cadre du « Partenariat pour la sécurité

et la stabilité pour le Sahel » (P3S)¹, qui a identifié comme prioritaire la stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori; (ii) à la stratégie globale de l'UE et particulièrement aux deux piliers relatifs à la « gouvernance, paix et sécurité » et au « partenariat sur les migrations et l'asile » de la nouvelle Commission géopolitique pour une Europe plus forte dans le monde; (iii) à l'engagement de l'UE à soutenir les personnes déplacées de force dans le cadre de la Communication « Vivre dignement » (2016) sur les déplacés forcés et le développement, comme prévu dans le point 42 du Consensus européen pour le développement (2017) et tel qu'il a été réitéré dans le nouveau pacte sur la migration et l'asile (2020).

La mise en œuvre de cette action concernant les secteurs de la défense et de la sécurité sera exécutée dans le respect des règles établies dans le cadre de l'Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale (IVCDCI - Europe dans le monde) et dans les traités de l'UE. Elle ne concerne pas « des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (article 41(2) TEU).

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Le Burkina Faso est un pays clé de l'Afrique de l'Ouest avec une population de 20,4 millions d'habitants en 2019, assurant un continuum culturel et climato-géographique entre les pays du Sahel et les pays côtiers du Golfe de Guinée.

Au niveau politique, le Burkina Faso est dans une bonne dynamique démocratique depuis 2014. La reconduction du Président Roch Marc Christian KABORE pour un deuxième et dernier mandat lors des élections présidentielles et législatives de novembre 2020, avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale, et la mise en place d'une nouvelle programmation devrait lui donner les coudées franches pour mener les réformes dont le pays a besoin pour assurer sa stabilisation et son développement.

Le pays fait face à une crise sécuritaire, devenue aigüe depuis 2019/2020, caractérisée par la vulnérabilité des populations, la montée de la radicalisation et du terrorisme, la faiblesse de l'appareil sécuritaire du pays et l'effritement de la cohésion sociale. La dégradation sécuritaire dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est a conduit à une augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire² chronique et installée et a provoqué d'importants **déplacements de population** à l'intérieur du Burkina Faso³. Si toutes les régions du pays sont touchées, les régions du Centre-Nord et du Sahel cumulent à elles seules 71 % des personnes déplacées internes.

Le **nouveau référentiel national de développement (RND2021-2025)**, qui intègre une capitalisation des limites du cycle précédent du PNDES 2016-2020), vise dans son axe 1 « à consolider la résilience la sécurité la cohésion sociale et la paix en renforçant la résilience des communautés au risque d'extrémisme violent, la sécurité intérieure et la défense du territoire ». Dans son axe 2, il prévoit « de moderniser l'administration publique » particulièrement sur le plan de la présence sur le territoire et de la décentralisation. Dans son axe 4, il prévoit « de dynamiser les secteurs économiques et l'emploi », particulièrement au niveau agro pastoral.

¹ Les engagements régionaux de l'UE dans le cadre du « Partenariat pour la sécurité et la stabilité pour le Sahel » (P3S), l'Alliance Sahel et la Coalition pour le Sahel, nourrissent le dialogue politique de haut niveau et les priorités d'intervention au Sahel. Les piliers 2 et 3 de la « Coalition pour le Sahel » pour le « renforcement des capacités de sécurité et de défense » et le « retour de l'État et des services de base » servent de base à la coordination du G7 et précisent les interventions de l'UE et de ses EM dans les domaines de la sécurité intérieure, de la justice et de la cohésion sociale. L'Alliance Sahel (AS) constitue le pilier 4 de la Coalition pour le Sahel, dédié au développement.

² À l'échelle nationale, 2,9 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (Cadre intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire – IPC – phase 3 et plus) dont 1,5 millions ont des besoins en matière de moyens d'existence et productifs.

³ Au 30 avril 2021, le Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) a recensé environ 1,2 millions de personnes déplacées internes (dont 22,9 % de femmes et 21,8 % d'enfants de moins de 5 ans). Ces populations sont principalement réparties dans les régions du Centre Nord (38,4 %), du Sahel (33 %) et du Nord (9 %) ; de même, 22 170 réfugiés sont comptabilisés (UNHCR) dont plus de 89 % dans la région du Sahel. Selon le Ministère en charge de l'Action humanitaire, plus de 2.100 écoles sont fermées dans le pays, ce qui prive plus de 307.000 enfants d'éducation, alors qu'une centaine de centres sanitaires sont aussi fermés, ce qui affecte près d'un million de personnes.

La création du nouveau ministère de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale (janvier 2021) et l'élaboration d'une **stratégie nationale de cohésion sociale** et d'une stratégie de prévention de la radicalisation témoignent de l'importance que le gouvernement accorde aux problèmes liés au manque de cohésion sociale (violences intercommunautaires, déplacés internes, etc.), ainsi qu'aux besoins plus politiques de réconciliation nationale.

Au niveau sanitaire, le système de santé du Burkina ne permet pas encore un accès équitable à des soins de santé de qualité, notamment pour les personnes vivant dans les situations les plus vulnérables. On constate toujours une forte mortalité infantile et maternelle⁴ et les capacités de réponse aux crises, comme celle liée à la pandémie de la COVID-19, montrent des besoins criants de renforcement à tous les niveaux.

En matière de **résilience, de sécurité alimentaire et de protection sociale**, les différentes politiques⁵ témoignent de l'intérêt du gouvernement pour ces thématiques et la volonté de développer une approche multisectorielle et pérenne auprès des populations vulnérables.

Au niveau économique, après un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 6,2 % entre 2016 et 2019, le pays a connu une croissance plus faible en 2020 avec un déficit estimé à -4,8 %⁶ contre 3 % en 2019. L'action permettra de matérialiser la politique nationale pour l'emploi décent des jeunes, le renforcement de la formation professionnelle pour l'entrepreneuriat, la stratégie nationale genre 2020-2024⁷ pour l'autonomisation économique des femmes à travers le développement et la consolidation des activités génératrices de revenus (AGR) dans les zones sécurisées.

Au niveau de la gouvernance locale, la mise en œuvre de la politique de décentralisation est confrontée à un manque d'effectivité des transferts de ressources matérielles, humaines et financières, liés aux transferts de compétences. Le manque de financement et le manque de capacités au niveau des collectivités locales n'ont jusqu'alors pas permis la mise en œuvre de politiques infranationales et le développement d'une véritable approche territoriale multisectorielle et multi-acteurs. Les réformes en cours dans les domaines de l'agence nationale de développement des collectivités (ADCT), de la fonction publique territoriale, de l'administration territoriale, d'une meilleure convergence entre décentralisation et déconcentration, devraient contribuer à une relance de la décentralisation et du développement socio-économique local.

2.2. Analyse des problèmes

Une crise sécuritaire d'une ampleur majeure jamais vécue au Burkina Faso s'est installée dans la durée depuis 2015, provoquant une déstabilisation profonde du pays surtout à cause de groupes armés très mobiles qui conduisent des attaques très violentes, notamment sur les « forces défense et sécurité intérieure » (FDSI) (pas assez équipées et protégées) mais aussi sur la population civile. Un besoin s'impose d'avoir des FDSI plus robustes, mobiles et autonomes pouvant répondre à ces menaces.

Dans des régions comme le Centre Nord et le Sahel, structurellement fragiles sur le plan alimentaire et nutritionnel, avec un tissu économique très limité, et déjà touchées par l'amplification des chocs climatiques comme les sécheresses et inondations, la pression sur les ressources naturelles, la crise a dégénéré en une crise humanitaire. Dans deux régions où les activités sont essentiellement basées sur l'élevage et l'agriculture, la durée de la crise a détruit les moyens d'existence des ménages et affecté leur résilience.

Le trop grand centralisme de l'État ainsi que ses capacités et moyens limités permettent difficilement de répondre aux besoins et attentes des populations en matière de services et d'accès inclusif et équitable aux ressources naturelles (particulièrement à l'eau et à la terre et notamment pour les personnes en situation de vulnérabilités, incluant en particulier les femmes et les filles handicapées) surtout dans les zones les plus isolées et fragiles.

⁴ 77,1 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1.000 naissances vivantes et 320 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes.

⁵ Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN), le plan stratégique multisectoriel de la nutrition, la politique de protection sociale (PNPS).

⁶ DG de l'économie. Note technique, Situation économique et financière du Burkina Faso en 2020 et perspectives 2021 – 2024, DGEP, avril 2021. Depuis novembre 2020, le pays utilise une nouvelle série des comptes nationaux basée sur le SCN2008 avec 2015 pour année de base.

⁷ Axe 3 : autonomisation économique des femmes et des filles et axe 4 : Participation, représentation et influence politique égale.

La crise sécuritaire est amplifiée par un manque de perspectives économiques, avec des compétences professionnelles peu adaptées aux besoins du marché, une faiblesse dans la capacité de transformation des matières premières pour plus de valeur ajoutée et dans la redistribution des richesses.

La fragilité structurelle préexistante a été aggravée par les conflits intercommunautaires, les attaques répétées faisant fuir les populations des zones rurales vers les pôles urbains amplifiant leur vulnérabilité et déstabilisant les pôles d'accueil⁸ tant sur le plan économique, en particulier dans le marché du travail informel, que concernant l'accès aux services de base et la cohésion sociale.

Une grande partie des déplacés internes est concentrée dans les zones périurbaines et est accueillie majoritairement dans des sites dits temporaires, ou dans leurs familles. Pour la plupart d'entre eux, les perspectives de retour dans leur village d'origine sont très limitées et ils seront appelés à rester durablement dans les communautés d'accueil. Les tensions entre les populations locales qui ont été les premiers répondants à la crise et dont la vulnérabilité s'est exacerbée, et les personnes déplacées internes (PDI) pourraient encore déstabiliser des communautés déjà affaiblies par les rivalités intercommunautaires.

Cette situation a entraîné une réponse d'urgence humanitaire qui est mise en œuvre par l'État et par les acteurs humanitaires pour couvrir les besoins principaux et préserver la vie des populations.

Parties prenantes

Les **bénéficiaires finaux** (titulaires de droits) seront les communautés et la population en général, avec une attention particulière à l'égard des femmes, des jeunes, des personnes déplacées internes, retournés, population hôtes et des ménages et personnes vivant dans des situations vulnérables afin d'améliorer la confiance de la population envers les forces de sécurité et le développement de leur résilience et d'opportunités économiques.

Les **groupes cibles** seront les responsables des collectivités locales (titulaires des obligations); les forces de sécurité intérieure burkinabè (titulaires des obligations); le ministère de la sécurité, l'État-Major de la gendarmerie nationale (EMGN), le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation (MATD), le ministère de la Femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire (MFSNFAH), le ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (MJPEJ) à travers leurs directions régionales et provinciales (titulaires des obligations); les organisations de la société civile burkinabé (OSC); les leaders traditionnels et religieux; les opérateurs économiques locaux (métiers associés à l'agriculture, commerce, artisanat; métiers techniques; secteur privé de façon générale).

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et produits

L'**objectif général** (impact) de cette action est de contribuer à la **stabilisation** du Burkina Faso, à l'amélioration de la gouvernance locale et à la **résilience des populations affectées** dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.

Les **objectifs spécifiques** (résultats) de cette action sont les suivants:

- OS1: La sécurisation des territoires périphériques et frontaliers fragilisés ainsi que la sécurité des populations est de leurs biens est améliorée.
- OS2: La gestion et la gouvernance locale autour de la crise sécuritaire sont améliorées.
- OS3 : La relance économique est stimulée notamment auprès des populations les plus vulnérables et déstabilisées tant hôtes que déplacées.

⁸ Les chefs-lieux de ces régions et les communes périurbaines ont vu leurs populations s'accroître de façon exponentielle. Avec pour effet, des densités élevées de populations rendant difficile et très inégalitaire l'accès des populations aux services de base et leur participation aux activités économiques.

Les **produits** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

1.1 contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) pour le **renforcement des conditions de sécurité** (composante C1):

P1.1 La sécurisation des territoires périphériques et frontaliers fragilisés, ainsi que la sécurité des populations (hommes et femmes) et de leurs biens, sont améliorées comme condition préalable à leur stabilisation et au développement socio-économique durable.

P1.2 Les capacités opérationnelles et techniques des forces de sécurité intérieure sont consolidées et les infrastructures de sécurité sont renforcées et fonctionnelles.

P1.3 La capacité préventive et réactive de la gendarmerie nationale est optimisée et un contrôle plus efficace du territoire national et des frontières est assuré.

P1.4 La compréhension mutuelle et la relation de confiance entre les forces de sécurité intérieure et les populations civiles ainsi que la collaboration/coopération entre elles sont renforcées.

P1.5 La coordination opérationnelle et l'interopérabilité (des matériels/équipements/moyens de communication) entre les unités GARSI et les autres forces de sécurité ainsi que les unités GARSI des pays voisins est améliorée, et la coopération transfrontalière est encouragée.

1.2 contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) pour le renforcement des capacités des **autorités locales impactées par la crise sécuritaire** (composante C2):

P2.1 Les outils et méthodes de planification spatiale dont disposent les communes et régions sont renforcées dans le contexte de l'accueil des déplacés internes et des populations vulnérables puis dans le développement ultérieur (planification et aménagement territorial).

P2.2 Les capacités des autorités locales en matière d'organisation de l'accès à la terre pour les populations vivant dans les situations les plus vulnérables (notamment les PDI, et/ou les éleveurs transhumants, les femmes et les jeunes allochtones ; gestion de la terre) sont renforcées.

P2.3 Le monitoring et la sensibilisation sur la radicalisation, l'extrémisme violent et les libertés religieuses (prévention et mitigation des conflits) sont renforcées.

P2.4 Les concertations et expérimentations autour du rôle et la place de la **chefferie coutumière** sur le territoire concerné (prévention et mitigation des conflits) sont favorisées.

P2.5 Un programme d'investissements/aménagements structurants (plan économique) est préparé et mis en œuvre.

P2.6 Les partenariats pour la formation professionnelle et la transformation et commercialisation des produits agricoles (plan économique) sont promus.

P2.7 Les capacités des communes sont renforcées en matière de pilotage et coordination des actions de sortie de crise.

1.3 contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) pour la promotion **d'activités économiques créatrices d'emploi et contribuant à la résilience des populations en insécurité alimentaire, les jeunes et les femmes** (composante C3):

P3.1 Le système de formation technique et professionnelle pour des métiers et compétences individuelles permettant de développer une compétence à valeur ajoutée est renforcée - Cible: 12.000 personnes ayant accès à un cursus de formation pour adulte (la formation professionnelle; minimum 40 % sont des femmes).

P3.2 Les activités génératrices de revenus auprès des structures pour des activités de production/transformation/commercialisation agrico-pastorale (y compris l'accès à l'énergie productive) artisanat et ou des services urbains en bénéfice des populations vivant dans les situations les plus vulnérables sont encouragées - Cible: 300 structures (OSC, groupements, associations, organisations paysannes,) subventionnées dans la réalisation d'une activité génératrice d'emploi G1:

décent et de revenu; Cible: 8.000 personnes (femmes, jeunes, déplacés internes, personnes handicapées: 40 % femmes, 40 % jeunes, 5 % personnes handicapées) obtiennent un emploi grâce aux activités génératrices de revenus (développement économique).

P3.3 L'identification des populations en insécurité alimentaire, et tout particulièrement des femmes et des déplacés internes, ainsi que leurs capacités pour la production agro-sylvo-pastorales et/ou la mise en place de filets sociaux sont renforcées. - Cible: 10.000 ménages et personnes vivant dans des situations vulnérables, particulièrement les femmes chef de ménage et les déplacés internes sont appuyés (sécurité alimentaire et de la résilience).

3.2. Activités indicatives

Activités liées au renforcement des conditions de sécurité (composante C1): soutenir les activités de **sécurisation et stabilisation** relatives au renforcement des capacités opérationnelles des services de sécurité intérieure sur le terrain dans le Centre Nord et le Sahel avec un effort conséquent sur les axes prioritaires à sécuriser avec le déploiement de nouvelles unités GAR-SI (Ouagadougou/Kaya/Dori, Ougadougou/Kaya/Djibo et l'axe horizontal Pobe-Mengao/Djibo/Arbinda/Dori). L'UE sera la promotrice de la création/ renforcement d'une chaîne de maintenance autos interservices (FdSI + Défense) qui permettra l'entretien/réparation des nombreux véhicules offerts par les partenaires de la coopération au Burkina Faso. Il s'agit d'une composante essentielle à la durabilité de nos projets en soutien des FDSI comme, par ailleurs, souligné dans l'évaluation du projet GAR-SI.

Activités liées au renforcement des capacités des autorités locales impactées par la crise sécuritaire (composante C2): mise en place d'une démarche d'approche territoriale intégrée multisectorielle et multi-acteurs de la part des autorités locales; organisation de l'accès à la terre pour les populations vivant dans les situations les plus vulnérables (notamment les PDIs, et/ou les éleveurs transhumants, les femmes et les jeunes allochtones); stimulation des dynamiques de réconciliation au plan local et national, notamment en veillant à une meilleure implication des femmes; déploiement à titre pilote sur le territoire de l'action en concertation avec les collectivités concernées de la part des ministères concernés⁹ en matière de liberté religieuse, de prévention et de monitoring de l'extrémisme religieux; réalisation d'une concertation et un dialogue autour du rôle et la place de la chefferie coutumière, incluant la place des femmes dans les systèmes coutumiers locaux; accompagnement de l'administration territoriale (gouvernorats, hauts commissariats et préfectures) dans l'exercice de ses missions de représentation de l'État dans les territoires concernés ; renforcement de la collaboration entre les collectivités locales et les services déconcentrés au travers d'études de faisabilité et la réalisation de travaux d'aménagement urbain de petite envergure à valeur communautaire en méthode haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ; coordonner, piloter des activités de sortie de crise en assurant également un suivi social des bénéficiaires dans une dynamique de capitalisation pour leur intégration dans le circuit économique local de la part des collectivités locales.

Activités liées à la promotion d'activités économiques créatrices d'emploi et contribuant à la résilience des populations en insécurité alimentaire, les jeunes et les femmes (composante C3): soutenir des activités de **rétablissement des moyens d'existence et/ou de filets sociaux** pour les populations vivant dans des situations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle¹⁰ « aggravée » (phase 3+ du cadre harmonisé de sécurité alimentaire); restaurer une capacité de production pour la période de transition et permettre aux personnes d'accéder à une implantation stable et de couvrir les besoins d'aide alimentaire par les programmes humanitaires; mécanismes directs (en cash transfert conditionnel, en intrants, en équipements, en recapitalisation pour le petit élevage, et au travers de travaux communautaires à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), de réhabilitation de terres lorsque c'est possible) suivant la vulnérabilité des bénéficiaires; coaching technique et économique pour la production agricole et pour que les bénéficiaires s'inscrivent progressivement dans les filières et circuits de commercialisation ; appui aux

⁹ Direction générale des libertés publiques (DGLPAP), direction générale de la fonction publique territoriale (DGAT), direction générale de la fonction publique territoriale (DGFPT) du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD).

¹⁰ Cluster sécurité alimentaire (Mai 2021), à l'échelle nationale, 2.9 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire – IPC – phase 3 et plus) et 1,5 millions ont des besoins en matière de moyens d'existence et productifs. Le Centre Nord et le Sahel regroupent 71.4% des populations déplacées (870.524) et 39 % des populations (1.1 million) en insécurité alimentaires (Phase 3 et plus).

familles les plus vulnérables dans lesquelles le travail des enfants est persistant et à haut risque afin de faciliter la scolarisation des enfants. Dans le cadre de la formation technique et professionnelle et de l'apprentissage, des mesures d'appui spécifiques seront destinées aux adolescents victimes et à risque de travail forcé grâce à un accès rapide à un travail décent et à l'âge minimum de travail.

Tenant compte de la situation spécifique des zones d'intervention et son évolution, une flexibilité sera intégrée auprès des opérateurs de mise en œuvre pour adapter leur intervention aux besoins de base des populations.

L'engagement de la contribution de l'UE à l'initiative Équipe Europe/Team Europe prévue dans le cadre de ce plan d'action annuel est conditionné à la confirmation formelle préalable de la contribution des partenaires respectifs.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique. L'évaluation préliminaire des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques. L'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques des agences de notation a conclu que cette action était « risque faible » ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Le pays est très vulnérable aux effets du changement climatique (baisse et mauvaise répartition pluviométrique, sécheresses et inondations) ce qui provoque une dégradation des terres et des ressources en eau, ainsi que l'érosion et la perte de fertilité des sols surtout dans le nord du pays à vocation pastorale.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique l'inclusion des femmes dans toutes les activités du programme et en particulier dans le travail de dialogue inter-religieux et intercommunautaire ainsi qu'avec les structures centrales, déconcentrée et décentralisée de l'État (y compris les forces de défense et de sécurité sera renforcée pour une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques). L'action s'aligne au nouveau plan d'action genre (GAP III) pour la période de 2021-2025, notamment au domaine d'engagement thématique – « Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité » et au domaine d'engagement thématique – « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ». Une attention particulière sera portée à l'équilibre hommes-femmes durant les diverses rencontres qui seront organisées, aussi bien avec les autorités qu'avec les communautés et à tous les niveaux du programme. Les systèmes de suivi & évaluation du programme et ceux des partenaires de mise en œuvre seront élaborés de manière à pouvoir faire ressortir les impacts / résultats sur les différents groupes cibles (hommes, femmes, jeunes, etc.).

Droits de l'homme. L'action intègre pleinement l'approche du développement basée sur les droits humains en renforçant les capacités des institutions de sécurité (porteur des obligations) et la responsabilisation des titulaires de droits, notamment à travers les cadres de concertation de la gouvernance locale pour renforcer la collaboration/coopération entre la population locale et les forces de sécurité. Cette question restera au cœur des préoccupations puisque les droits de l'homme dans des contextes d'insécurité sont plus importants à être suivis car les vulnérabilités sont plus fortes et les situations de pauvreté et manque d'abris par exemple des PDI les rend plus fragiles aux risques des violences et abus, ou des stratégies de survie dégradantes. Parmi les OSC qui seront associées à plusieurs activités, une attention particulière sera donnée à des organisations des droits humains.

Invalidité/Handicap. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cependant au titre de la composante C3, des activités économiques créatrices d'emploi et de résilience vont cibler les populations les plus vulnérables y inclus les personnes en invalidité ou handicapées qui pourront bénéficier d'un appui direct (cible de 5 % des bénéficiaires).

Démocratie. La composante C2 contribue au renforcement de la légitimité des collectivités locales affectées par la crise contribuant ainsi à un renforcement démocratique.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience. L'action bénéficiera du dialogue politique qui accompagnera la mise en œuvre de nos actions futures (surtout dans le cadre des appuis budgétaires) et qui permettra de suivre le développement du nexus paix-sécurité-développement. Dans ce même contexte, il sera possible de soulever les questions sur les éventuelles violations des droits humains de la part des forces de sécurité.

Au-delà des aspects sécuritaires, l'action devrait permettre agir rapidement au profit des populations les plus vulnérables souffrant de l'instabilité, en accompagnant le redéploiement de l'État et des services de bases sur l'Axe Ouaga-Kaya-Dori, sur un nombre limité des communes identifiées comme prioritaires. Les déplacés / réfugiés et les populations hôtes vulnérables seront particulièrement visés en termes d'intégration et d'accès aux activités économiques. L'action va également promouvoir le renforcement de la cohésion sociale et contribuer à la mitigation des conflits.

Réduction des risques de catastrophes. Les composantes C2 et C3 de l'action contribuent à la stabilisation des population vulnérables, déplacés internes et populations hôtes. Elle contribue particulièrement à leur installation sur des espaces viabilisés, hors des bas-fonds, limitant les risques d'inondations durant la saison des pluies.

Bonne gouvernance. Le projet promeut des processus de décision transparents, participatifs et orientés vers des résultats à travers l'implication étroite des représentants des collectivités locales, du secteur privé local, des ONG et des institutions publiques et privées. Il contribue à une meilleure visibilité et une prise en compte des besoins des populations vivant dans les situations les plus vulnérables et notamment les PDI, les jeunes femmes au niveau des instances villageoises et communales. La veille citoyenne des OSC permet également de s'assurer de l'accessibilité équitable, surtout des plus vulnérables, aux services sociaux de base.

Jeunesse. Les jeunes représentent non seulement la grande majorité de la population du Burkina Faso¹¹ mais sont aussi souvent les plus vulnérables. Une petite minorité d'entre eux sont au cœur de la violence extrémiste. Les jeunes comme les femmes sont qualifiés de cadets sociaux qui sont très souvent exclus du processus décisionnel au sein de la communauté. Il s'agit d'associer le plus possible les jeunes dans les activités du programme, d'apporter une perspective de développement local, de prévenir la radicalisation et de faciliter des activités pour les jeunes. L'accès des jeunes à la formation et à l'information concernant les possibilités d'emploi et d'auto-emploi sera renforcé (composante 3).

3.4. Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1 - à l'environnement externe	La volatilité de l'environnement sécuritaire du pays peut influencer de manière conséquente l'action	Élevé	Élevé	Communication avec toutes les parties sur zone. Suivi constant de la situation sécuritaire sur zone et coordination des forces de défense et de sécurité. Adaptation des activités délivrées pour suivre la menace.
	Insuffisante implication des autorités politiques et administratives locales et la société civile dans la mise en œuvre du programme	Moyen	Moyen	Dialogue politique et technique continu avec les autorités locales pour maintenir leur engagement et leur implication dans les zones d'intervention. Facilitation de cadre de dialogue et de coordination entre autorités et

¹¹ 45% de la population a moins de 14 ans (source : 5^{ème} RGPH 2020)

				populations, ainsi que les organisations de la société civile. Dialogue politique soutenu dans le cadre du suivi général de l'aide budgétaire
	Non-respect du calendrier électoral des élections locales prévues en Mai 2022 et une violence électorale ou post-électorale éclate.	Moyen	Moyen	Maintenir un dialogue régulier avec tous les acteurs concernés (y compris la société civile) pour faire le suivi des opérations électorales. Développer une stratégie de sécurisation des élections, de prévention des conflits et de consolidation de la paix
3 - aux personnes et à l'organisation	Exactions ou abus de pouvoir en matière de respect des droits humains et du droit international humanitaire par les forces de défense et sécurité et groupes d'auto-défense.	Élevé	Élevé	Des modules de sensibilisation / formation à la médiation, au dialogue et au respect des droits humains, DIH, genre et des différences culturelles seront fournis aux troupes déployées, Dialogue politique soutenu avec les autorités nationales sur les questions des droits humains et de lutte contre l'impunité.
	Intimidation / Représailles par les groupes armés terroristes sur les populations locales désireuses de s'engager dans le projet.	Élevé	Élevé	Engagement des forces de sécurité intérieure dans la protection des populations prises pour cible. Renforcement de la légitimité des autorités locales

Enseignements tirés:

Sur le plan sécuritaire. Les projets visant à appuyer les services de sécurité du Burkina Faso¹² ont : (i) permis d'améliorer le maillage sécuritaire du territoire national et de renforcer les capacités opérationnelles et techniques ainsi que la mobilité des unités des Force de Sécurité Intérieure ; (ii) contribué à une efficacité accrue dans l'accomplissement des missions de surveillance, de contrôle des frontières, de sécurisation et de protection des populations dans les régions reculées et frontalières du pays ; (iii) amélioré la réponse à l'insécurité et la lutte contre le phénomène terroriste et permis une meilleure compréhension par les populations de l'action des forces de sécurité.

Sur le plan de la cohésion sociale. Les programmes de prévention de l'extrémisme violent autochtone ont permis : (i) d'appuyer le suivi et le monitoring du fait religieux, (ii) de renforcer les processus de dialogue au niveau local, et (iii) de valoriser l'activité pastorale comme vecteur de paix et de résilience. Il est impératif d'approfondir le travail autour de la gestion foncière et de l'accès aux ressources naturelles, et d'accompagner les zones d'accueil dans la prise en charge des personnes déplacées internes (PDI) en lien étroit avec les communautés hôtes en impliquant des acteurs légitimes aux yeux des populations (leaders religieux, chefs coutumiers, etc.) dans la mise en œuvre des activités.

Sur le plan de la gouvernance administrative et locale. L'expérience de l'appui par le haut à la décentralisation ayant montré ses limites. Les regroupements et faitières des collectivités locales peuvent apporter à leurs membres des appuis conseils ; un plaidoyer constant des collectivités locales vers le gouvernement central pour améliorer le processus de décentralisation tant en matière de transferts de

¹² Groupes d'action rapides – surveillance et intervention au Sahel GARS, Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation STABEST, Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires RENFORCES ; le Programme de renforcement de la présence de l'État et de la résilience dans les zones vulnérables IcSP. Le recours à la modalité CBDSD pourrait donc être envisagée aussi dans le cadre de notre approche territoriale.

ressources liées aux transferts de compétences que de territorialisation des politiques publiques est nécessaire. Le bon fonctionnement, l'accès et de la qualité des services sociaux de base (état civil, protection sociale, éducation, santé, eau/assainissement) représentent des missions essentielles à maintenir et à consolider en faveur des populations locales.

Sur le plan du développement humain, résilience et sécurité alimentaire. L'évaluation de nos interventions dans des zones difficiles d'accès sur le plan sécuritaire et d'urgence montre une nette amélioration de l'état nutritionnel des ménages les plus pauvres, une amélioration de leurs conditions de vie, ainsi qu'une augmentation de leur capacité productive. L'accompagnement personnalisé des ménages¹³, permettant, une écoute, l'appui-conseil et le référencement vers des structures adaptées pour plus facilement accéder aux services de bases existants (sensibilisation, information et référencement vers les services existants), et permet aussi de renforcer leurs capacités en matière de gestion financière (formation, inscription dans des associations villageoise d'épargne et de crédit) et la cohésion sociale au sein du village ainsi que l'appropriation territoriale de ces mécanismes d'intégration socio-économique des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables.

Sur le plan de l'emploi décent des compétences et de la formation professionnelle. Les projets financés dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (FFU) et relatifs à l'emploi et la formation professionnelle¹⁴ ont permis de stabiliser des bénéficiaires finaux, jeunes et femmes, et de leur donner de l'espoir, dans un contexte où la crise a déjà conduit des milliers de personnes à se déplacer. Malgré les conditions d'insécurité existantes, il est par exemple possible d'exécuter des aménagements et des unités de production agro-sylvo-pastorales. Le manque de ressources humaines stables dans les collectivités locales est un frein à la mise en œuvre des activités autour des ressources naturelles et de la terre : l'implication et la valorisation des autorités locales sont des facteurs essentiels pour le succès des actions de gouvernance et de développement inclusif avec la participation de femmes et des jeunes.

3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est d'intervenir dans chaque région, avec une **approche** territoriale intégrée **incrémentale** qui permettra tout d'abord d'améliorer la sécurité, d'appuyer la gestion locale de la crise puis d'esquisser des perspectives économiques si une amélioration de la sécurité est réalisée et es actions pourront se mener concomitamment pour consolider les résultats intermédiaires de l'amélioration de la sécurité. Elle sera également matérialisée au travers des activités de petits investissements prioritaires en méthode haute intensité de main d'œuvre (HIMO), d'actions de cohésion sociale, de mitigation des conflits et d'intégration des déplacés, des études techniques et de l'appui conseil à la maîtrise d'ouvrage communale. L'action contribue également à réintégrer les personnes vivant dans les situations les plus vulnérables dans les circuits économiques, apportant une transition des systèmes d'aide vers un retour à la vie productive contribuant ainsi à endiguer la crise alimentaire et nutritionnelle et renforcer la jouissance de ces droits humains.

Les activités proposées sont réalisées autour des autorités locales (collectivités et services territoriaux, avec l'implication des organisations de la société civile) dans les communes urbaines et périurbaines qui sont au premier niveau dans la gestion de la crise. Le but est de les aider à gérer les besoins du territoire, particulièrement l'afflux de personnes déplacées internes (PDIs), ainsi que la pression sur l'accès aux services sociaux de base et les ressources naturelles ainsi qu'à organiser la stabilisation et la sortie de crise. Cette approche contribue à asseoir la légitimité de l'autorité publique au niveau local.

¹³ Projet « Coaching Économique et Social ».

¹⁴ Appui à a compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales, insertion et stabilisation socio - économique des jeunes et femmes dans la province du Séno, programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques.

Des complémentarités et synergies spécifiques seront recherchées avec les projets en cours dans les deux régions du Centre nord et Sahel et avec les actions des partenaires actifs dans le domaine de la sécurité intérieure¹⁵.

L'opérationnalisation du Nexus Humanitaire-développement-Paix reste un enjeu majeur dans le contexte compte-tenu du caractère prolongé de la crise et des solutions flexibles et durables à rechercher pour les populations affectées. En renforçant la fonctionnalité des services sociaux et en soutenant les moyens d'existence des populations, cette action permettra d'agir au-delà de l'action humanitaire et en soutien au relèvement et à la résilience des personnes affectées.

¹⁵ Par exemple avec les activités financées par le Peace building Fund des **Nations-Unies** dans le cadre du « Projet d'Appui à l'amélioration de la confiance entre l'Administration, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les populations dans le Nord et le Sahel du Burkina Faso » ; le projet RENFORCES (financé par le **FED et FPI**) qui appui le déploiement opérationnel des Forces Armées Nationales dans les régions Nord et Centre-Nord à travers le renforcement d'infrastructures militaires et contribue au rapprochement et au renforcement de la relation de confiance entre elles et les populations civiles ; l'**Allemagne** finance notamment la composante sécurité d'un programme mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) visant le renforcement de l'efficacité des forces de sécurité intérieure dans les zones vulnérables du pays et à l'amélioration de leurs capacités en matière de respect des droits humains ; la **BEI** et **BIO** ont initié un financement en 2020 pour supporter l'accès au **micro crédit inclusif** au travers d'ACEP Burkina Faso qui va ouvrir un guichet à Kaya.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la stabilisation du Burkina Faso	OG.I1- Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants, par sexe, âge et cause (SDG 16.1.2)		En baisse	SDG Global Indicators Database,	<i>Not applicable</i>
		OG.I2- Indice global de terrorisme (/10)	6,8 (2019)	En baisse	Institute for economics and peace (MSECU)	
		OG.I3 - Proportion (%) des ménages vulnérables structurels	8,99 (2020)	En baisse	Rapport annuel de performance du MAAHM	
		OG.I4 – Nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée et sévère (IPC) par sexe, tranche d'âge	1.1 Million (JJÀ 2021)	En baisse	3.6.1. Cadre Harmonisé	
		OG.I5 – Nombre de personnes déplacées Internes (PDI) dans la zone d'intervention par sexe, tranche d'âge	810.000 (Mars 2021)	En baisse	3.6.2. CONASUR	
Effets directs	OS1 : La sécurisation des territoires périphériques et frontaliers fragilisés ainsi que la sécurité des populations	OS1.1. : Nombre de migrants, de réfugiés, et de personnes déplacées de force ou autres individus dans les communautés hôtes, protégés, ou aidés avec le soutien de l'UE (H/F) (EU RF 21)	À déterminer	À déterminer	Enquête par évaluation externe à mi-parcours / rapports d'activité	Le plan de relance du gouvernement assure l'accès aux services de base et le retour de l'état Les élections locales de mai 2022 se déroulent dans de bonnes conditions
		OS1.2 - Taux de maillage du territoire national en services de sécurité opérationnels (%) [=PIM D1.OS1.R.1.2- I1.2.1]	69,2 (2020)	80,0 (2025)	Annuaire statistique MSECU	
	OS2 : La gestion et la gouvernance locale autour de la crise sécuritaire sont améliorées est de leurs biens est améliorée.	OS2.1 - Nombre de communes ayant mis en place un plan d'intégration, de stabilisation et	0 (2021)	12 (2025)	Rapport annuels AT Rapports de subvention	

		de relance économique avec l'appui de l'UE [=PIM D3 R3.1 I3.1.1]				
		OS2.2 - Pourcentage de personnes déplacées internes retournés et vulnérables par sexe, tranche d'âge qui considèrent que la prise de décision est inclusive et réactive	0 (2021)	À déterminer	Enquête par évaluation externe à mi-parcours	
	OS3. La relance économique est stimulée notamment auprès des populations les plus vulnérables et déstabilisées tant hôtes que déplacées.	OS3.1 : Revenu économique moyen par ménage dans les territoires soutenus par l'action (FCFA)	À déterminer	À déterminer	Enquête au début du projet sur les revenus des ménages Enquête par évaluation externe à mi-parcours	
P1.1	Contribuer à la sécurisation des territoires périphériques et frontaliers fragilisés , ainsi qu'à la sécurité des populations et de leurs biens , comme condition préalable à leur stabilisation et au développement socio-économique durable.	P1.1.1 - Taux de maillage du territoire national en services de sécurité opérationnels (%) [=PIM D1.OS1.R.1.2- I1.2.1]	69,2 (2020)	80,0 (2025)	Annuaire statistique MSEC	L'engagement politique continu des autorités étatiques pour rétablir la sécurité, améliorer la relation entre les forces de sécurité et les populations, ainsi que pour lutter contre l'extrémisme violent est maintenu à un haut niveau

P1.2	Les capacités opérationnelles et techniques des forces de sécurité intérieure sont consolidées et les infrastructures de sécurité sont renforcées et fonctionnelles.	P1.2.1 Nombre d'unités mobiles GARSI qui remplissent intégralement les critères d'atteinte de la FOC (Full Operational Capability) avant la fin du mentoring grâce au soutien de l'UE.	0 (2020)	4 (2025)	Rapports d'activités	
		P1.2.2 Nb. d'infrastructures de sécurité réhabilitées et fonctionnelles	0 (2021)	À définir	Rapports d'activités	
P1.3	La capacité préventive et réactive de de la Gendarmerie Nationale du Burkina Faso est renforcée et un contrôle plus efficace du territoire national et des frontières est assurée.	P1.3.1 Nb. d'opérations de sécurité/surveillance dans la zone ou les unités GARSI vont être déployées (variables de désagrégation par type d'opérations) avec le soutien de l'UE.	0 (2021)	À définir	Rapports internes mensuels. Statistiques internes. Rapports des opérations réalisées.	
		P1.3.2 Taux de réussite à l'évaluation IOC/FOC	0 (2021)	1 (2025)	Rapports IOC/FOC.	Les autorités partenaires et les bénéficiaires du projet montre une attitude proactive pour faciliter la mise en œuvre du projet.
P1.4	La compréhension mutuelle et la relation de confiance entre les forces de sécurité intérieure et les populations civiles ainsi que la collaboration/coopération entre elles sont renforcée.	P.1.4.1 Taux de satisfaction de la population vis-à-vis des prestations des unités GARSI par sexe, tranche d'âge établies avec le soutien de l'UE.	Base line à faire dans l'enquête	En progrès	Enquête de perception (début et fin exécution)	
		P1.4.2 Nb. D'actions de rapprochement / collaboration entre les populations locales et les unités GARSI (organisées avec le soutien de l'UE. [=PIM D1.OS1.R.1.3- I1.3.2])	0 (2021)	À définir (2025)	Rapports d'activités	
		P.4.3 Statut de cadre de dialogue et concertation entre les Force Défense et Sécurité Intérieure (FDSI) et les populations locales développé avec le soutien de l'UE.	Cadre de dialogue et concertation inexistant (2021)	Cadre de dialogue mis en place et fonctionnel Oui (2025)	Rapports d'activités	

		P.1.4.4 Taux de participation des femmes et jeunes dans les cadres de dialogue et de concertation développé avec le soutien de l'UE.	0 (2021)	À définir	Rapports d'activité	
P1.5	La coordination opérationnelle et l'interopérabilité (des matériels/équipements/moyens de communication) entre les unités GARSI du Burkina Faso et les autres forces de sécurité ainsi que les unités GARSI des pays voisins est améliorée, et la coopération transfrontalière est encouragée.	P1.5.1 Nb. d'opérations conjointes entre les Unités GARSI au Burkina Faso et les autres forces de sécurité homologues dans les zones cibles conduites avec le soutien de l'UE.	0 (2021)	À définir (2025)	Rapports des opérations réalisées.	Les mécanismes de collaboration et de coordination entre les unités des différentes forces de sécurité permettent le partage d'informations et de données.
		P1.5.2 Nb. d'opérations coordonnées entre les Unité GARSI au Burkina Faso et celles des pays frontaliers / limitrophes conduites avec le soutien de l'UE.	0 (2021)	À définir (2025)	Rapports des opérations réalisées.	l'augmentation du nombre d'unités GARSI dans les zones frontalières des pays limitrophes contribuent à rapprocher les zones de déploiement / rayons d'action de ces unités, favorisant la coopération et le partage d'information.
P2.1	Les outils et méthodes de planification spatiale dont disposent les communes et régions sont renforcées dans le contexte de l'accueil des déplacés internes et des populations vulnérables puis dans le développement ultérieur (planification et aménagement territorial)	P2.1.1 Nombre de communes ayant collecté les données d'enquête et spatiales relatives aux déplacements de personnes désagrégés par sexe, et aux ménages vulnérables avec le soutien de l'UE	0 (2021)	8 (2023) 12 (2025)	Rapports annuels AT	Un leadership efficace des acteurs de mise en œuvre pour répondre de manière coordonnée ;
		P2.1.2 – Nombre d'outils de planification territoriale mis en place (pdc, plan d'adressage, information foncier, schéma d'aménagement rural/ou urbain, un plan d'occupation des sols, analyse et prise en compte des impacts environnementaux et de genre avec le soutien de l'UE.	0 (2021)	12 (2025)	Rapports annuels AT Rapport subvention	

		P2.1.3 – Nombre de femmes ayant acquis des nouvelles compétences en gestion et en leadership avec le soutien de l'UE [=PIM D1 R2.3 I 2.3.2]	0 (2021)	24 (2025)	Rapports d'activités ; Questionnaires de connaissance à faire remplir en début et en fin de formation	Ressources humaines disponibles en communes
P2.2	Les capacités des autorités locales en matière d'organisation de l'accès à la terre pour les populations vivant dans les situations les plus vulnérables (notamment les personnes déplacées internes, et/ou les éleveurs transhumants, les femmes et les jeunes autochtones) sont renforcés.	P2.2.1 – Nombre de communes ayant formalisé et mis en place un plan d'intégration des PDI et des populations vulnérables avec l'appui UE.	0 (2021)	4 (2022) 7 (2025)	Rapport contractant cohésion sociale	
		P2.2.2 – Nombre de plan local de développement intégrant la problématique environnementale et contribuant à une adaptation au changement climatique et une lutte contre la désertification grâce au soutien de l'UE	0 (2021)	4 (2022) 12 (2025)	Rapport contractant cohésion sociale	
		P2.2.3- Nombre de services fonciers ruraux fonctionnels grâce au soutien de l'UE	0 (2021)	À définir (2025)	Rapport subvention Rapport concerné MATD + évaluation externe	Ressources humaines disponibles en communes
P2.3	Le monitoring et la sensibilisation sur la radicalisation, l'extrémisme violent et les libertés religieuses sont renforcés.	P2.3.1 – Nombre de communes ayant redynamisé ou mis en place des cadres de concertation avec l'appui de l'UE	0 (2021)	À définir (2025)	Rapport contractant cohésion sociale	Les faitières religieuses et groupements politiques adhèrent à la nécessité de lutter contre l'extrémisme violent
		P2.3.2 – Nombre de conflits locaux résolus avec l'appui de l'UE [=PIM D1 R.1.3 I1.3.2]	0 (2021)	À définir (2025)		
		P2.3.3 – Nombre d'institutions étatiques et d'acteurs non étatiques soutenus en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection de la	0 (2021)	À définir		

		population civil et des droits de l'homme avec le soutien de l'UE (EU RF 24)				
P2.4	Les concertations et d'expérimentations autour du rôle de la chefferie coutumière sur le territoire concerné sont favorisées.	P2.4.1 – Nombre de concertations et d'expérimentations locales réalisées avec le soutien de l'UE	0 (2021)	À définir (2025)	Rapport contractant cohésion sociale	Les chefs traditionnels et coutumiers adhèrent à la mise en place d'une démarche concertée et expérimentale autour de la chefferie ?
P2.5	Un programme d'investissements / aménagements structurants (plan économique) est préparé et mis en œuvre.	P2.5.1 – Nombre d'études de faisabilités pour projet d'investissement réalisées avec le soutien de l'UE	0 (2021)	12 (2023)	Rapports annuels AT	
		P2.5.2 – Aménagement urbain en méthode (travaux HIMO) – homme x jours (H/J) désagregés en h/f et vulnérables avec le soutien de l'UE	0 (2021)	460 000 H/J (2025)	Rapport subvention communes + évaluation externe	
		P2.5.3 – Nombre de chantiers HIMO réalisés avec le soutien de l'UE	0 (2021)	30 (2025)	Rapport subvention communes	
P2.6	Les partenariats pour la formation professionnelle et la transformation et commercialisation des produits agricoles (plan économique) sont promus.	P2.6.1 – nombre de partenariat développés par les communes grâce au soutien de l'UE	0 (2021)	20 (2025)	Rapport subvention communes Rapport operateur execution + évaluation externe	
P2.7	Les capacités des communes sont renforcées en matière de pilotage et coordination des actions de sortie de crise	P2.7.1 - Nombre de communes ayant un dispositif de pilotage et coordination fonctionnel grâce au soutien de l'UE	0 (2021)	8 (2025)	PV de séance de coordination	
		P2.7.2 – Nombre de communes ayant reçu une formation/appui avec le soutien de l'UE. Nombre de personnes au sein des communes ayant acquis de nouvelles compétences en matière	0 (2021)	8 (2025)	Rapport d'AT + Évaluation externe	

		de pilotage/coordination grâce au soutien de l'UE (H/F)				
		P2.7.3 – Nombre ménages bénéficiaires et individus par sexe suivis par les services sociaux communaux grâce au soutien de l'UE (désagrégué en H/F et PDI)	0 (2021)	10.000 (2025)	Rapport subvention communes + Évaluation externe	
P3.1	Le système de formation technique et professionnelle pour des métiers et compétences individuelles permettant de développer une compétence à valeur ajoutée est renforcée	P3.1.1 - Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions en matière d'Enseignement et Formation Professionnelle et de développement de compétences, soutenues par l'UE (désagrégué par sexe, âge, handicap [=PIM D3.R2.4 I2.4.2] (EU RF14)	0 (2021)	12.000 (2025) dont 40% de femmes dont 40% de jeunes dont 5% d'handicapés	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	
P3.2	Les activités génératrices de revenus auprès des structures pour des activités de production/transformation/commercialisation agrico-pastorale (y compris l'accès à l'énergie productive) artisanat et ou des services urbains en bénéfice des populations vivant dans les situations les plus vulnérables sont encouragées	P3.2.1 - Nombre de structures bénéficiaires appuyées par l'UE (désagrégué par sexe, âge, handicap, déplacés internes) [=PIM D3. R2.4 I 2.4.1]	0 (2021)	300 (2025)	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	
		P3.2.2 - Nombre d'emplois soutenus / maintenus par UE (désagrégué par sexe, âge, handicap, déplacés internes) (EU RF13) [=PIM D3. R2.2 I2.2.1 et D3 R.2.2 I2.2.2]	0 (2021)	8.000 (2025) dont 40% de femmes dont 40% de jeunes dont 5% d'handicapés	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	
P3.3	L'identification des populations en insécurité alimentaire, et tout particulièrement des femmes et des déplacés internes , ainsi que leurs capacités pour la production agro-sylvo-pastorales et/ou la mise en place de filets sociaux sont renforcées	P3.3.1 – Nombre de ménages vulnérables (y compris les PDI) bénéficiant de cash for work grâce au soutien UE (désagrégué par chef de ménage H/F et type de vulnérabilité)	0 (2021)	10.000 (2025)	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	L'aide humanitaire d'urgence est suffisante pour couvrir les besoins immédiats.
		P3.3.2 – Nombre de ménages vulnérables (y compris les PDI) bénéficiant d'un accompagnement productif	0 (2021)	10.000 (2025)	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	Les plans d'intégrations permettent un accès à la terre

		(désagrégé par chef de ménage H/F et type de vulnérabilité) grâce au soutien UE [=PIM D3.R2.1 I2.1.2]				
		P3.3.4 – Nombre d’ha de terre dégradée restaurés avec l’appui UE pour permettre une culture vivrière durable Écosystèmes agricole et d’élevage pour lesquels de bonnes pratiques de gestion durable des terres ont été mises en place avec le soutien de l’UE (ha) (EU RF2)	0 (2021)	3.000 (2025)	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	
		P.3.3.5 – Nombre de ménages ‘vulnérables’ qui ont adopté des pratiques de cuisson améliorée avec l’appui de l’UE [D3 R1.2 I2.1.2]	0 (2021)	À définir	Rapport opérateur exécution + Évaluation externe	

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec le pays partenaire.

4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁶.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe)

(a) Objet des subventions

Les activités des produits P2.1 (planification), P2.2 (gestion de la terre), P2.3 (prévention et mitigation des conflits), P2.5 (programme d'investissement), de la composante « C2 Renforcement de capacité d'action locale » et celles du résultat P3.2 (capacités productives des populations en insécurité alimentaire) de la composante « C3 Promotion des activités créatrice d'emploi » seront mis en œuvre au travers de contrats de subvention en gestion directe avec les communes et régions concernées regroupées en consortium et des groupements d'organisations non gouvernementales expérimentés en matière de résilience et d'action sociale particulièrement dans la zone d'intervention. Les subventions seront attribuées suite à un processus consultatif ('attribution directe') sans appel à proposition.

(b) Type de demandeurs visés

Les collectivités locales communes et régions concernées et leurs regroupements. Des organisations non gouvernementales ou des consortium d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience en matière de cohésion sociale et de résilience et de sécurité alimentaire particulièrement dans la zone d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des collectivités locales, communes et régions concernées et leurs regroupements, sélectionné sur la base des critères suivants expérience avérée en matière de résilience et d'action sociale particulièrement dans la zone d'intervention.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies

¹⁶ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195a Règlement (UE, Euratom) 2018/1046).

4.4.2. Gestion directe (passation de marché)

Afin d'atteindre les résultats prévus à la composante « *C2 Renforcement des capacités d'action locales* », y inclus les activités des produits P2.4 P2.6 et P2.7, un marché de services sera lancé pour une Assistance technique qui fournira un **appui conseil à la maîtrise d'ouvrage locale**. Le contrat couvrira :

- (i) des appuis conseils à la gouvernance locale et à la maîtrise d'ouvrage (et maîtrise d'ouvrage déléguée) des collectivités locales pour la mise en œuvre du projet sur le volet développement local ;
- (ii) des appuis conseils à l'exercice des missions des représentants de l'administration territoriale ;
- (iii) des études d'analyse et de suivi du contexte ;
- (iv) des études techniques d'identification et de préparation de dossiers d'investissements plus structurants des collectivités territoriales pour le financement ultérieur dans une autre phase par des Institutions financières ; et
- (v) un appui spécifique à la coordination et au monitoring des actions sur les zones d'intervention.

Le consultant assurera également le secrétariat du dispositif de pilotage de la présente action.

4.4.3. Gestion indirecte avec la “Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAPP)”

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la **Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAPP)**, organisme compris parmi les organismes dont à l'article 62, paragraphe 1, premier alinéa, points c) v) du Règlement (UE, Euratom) 2018/1046. Cette mise en œuvre concerne tous les résultats et les activités de la composante « *C1 Renforcement de la sécurité* ». L'entité envisagée a été sélectionnée compte tenu de son expérience spécifique en matière de mise en œuvre et gestion de programmes de sécurité et lutte contre le crime organisé impliquant des équipements et formations spécifiques, particulièrement dans le cadre du programme régional GAR-SI SAHEL en Afrique de l'Ouest.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

4.4.4. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre ou une organisation internationale

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission (compris parmi les organismes dont à l'article 62, paragraphe 1, premier alinéa, points c) du Règlement (UE, Euratom) 2018/1046) sur la base des critères suivants: capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, d'expérience fructueuse dans des programmes générateurs d'emploi, proposant une méthodologie adaptée pour la sélection des structures et porteurs de projets et pour le suivi et l'accompagnement rapproché durant la réalisation.

La mise en œuvre par cette entité implique la réalisation des activités prévues pour atteindre les résultats P3.1 Formation professionnelle et P3.2 Promotion d'activités économiques créatrices d'emploi de la composante « *C3 Promotion des activités créatrice d'emploi* ». L'entité envisagée sera sélectionnée sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle dans le pays et dans la zone d'intervention, d'expérience fructueuse dans des programmes générateurs d'emploi, proposant une méthodologie adaptée pour la sélection des structures et porteurs de projets et pour le suivi et l'accompagnement rapproché durant la réalisation.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.5.

4.4.5. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles

En cas d'échec des négociations avec l'entité sélectionnée, en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la composante « *C3 Promotion des activités créatrices d'emplois* » pourra être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités suivantes.

Subventions: (Gestion directe)

(a) Objet des subventions

Pour la composante « *C3 Promotion des activités créatrices d'emplois* », dans le cas où une gestion indirecte n'est pas possible, une subvention sera attribuée en gestion directe aux communes et régions concernées regroupées en consortium et à des groupements d'organisations non gouvernementales expérimentés en matière de mise en œuvre et gestion de programmes **d'activités génératrices de revenus pour des activités de production/transformation/ commercialisation agricole et ou des services urbains au profit des populations vivant dans les situations les plus vulnérables**. Les subventions seront attribuées suite à un processus consultatif ('attribution directe') sans appel à proposition.

(b) Type de demandeurs visés

Les collectivités locales communes et régions concernées et leurs regroupements.

Des organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience en matière de cohésion sociale et de résilience et de sécurité alimentaire et **d'activités créatrices d'emplois** particulièrement dans la zone d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

En cas d'échec de la modalité de gestion indirecte avec une organisation d'un État membre (cf. section 4.4.4), en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités énumérées à la section 4.4.1.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 a) Règlement (UE, Euratom) 2018/1046).

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
C-1 Renforcement de la sécurité composé de	17 000 000
Gestion indirecte avec la “ <i>Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAPP)</i> ” - cf. section 4.4.43	17 000 000
C-2 Renforcement des capacités d'action locales composé de	11 900 000
Subventions: (Gestion directe) <i>Communes régions et leur regroupements et consortium d'ONG cohésion sociale</i> – cf. section 4.4.1	9 900 000
Passation de marché (gestion directe) <i>Services (assistance technique)</i> – cf. section 4.4.22	2 000 000
C-3 Activités de soutien économique composé de	20 000 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre - cf. section 4.4.44	10 000 000
Subventions: (Gestion directe) <i>Consortium ONG résilience</i> – cf. section 4.4.1	10 000 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	19 900 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	2 000 000
Evaluation – cf. section 5.2	100 000
Audit – cf. section 5.3	
Provision pour imprévus	1 000 000
Totaux	50 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Un comité d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action. En outre un comité d'orientation et de suivi « territorial » sera organisé de façon semestriel dans chacune des deux régions concernées regroupant des représentants du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation chargés de la décentralisation (MATD) et du ministère de l'économie, des finances et du développement chargés de l'aménagement du territoire et de la prospective, (niveau central) ; des représentants de l'administration territoriale du MATD (gouvernorats, hauts commissariats et préfectures), des autorités locales des régions et des communes concernées et des services techniques déconcentrés de l'État (aide humanitaire, sécurité alimentaire). Les représentants de l'État aux comités de suivi seront redevables de l'ensemble des actions de leurs services techniques dans la zone d'intervention pour une synergie des actions et leur cohérence avec le soutien de l'appui budgétaire. L'assistance technique

assurera le secrétariat des séances et tous les opérateurs de mise en œuvre du présent programme devront présenter leurs plans de travail et les résultats atteints.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet), y compris les indicateurs d'ODD et du GAP III). Les rapports devront expliciter la participation des femmes aux différentes activités et toutes les données seront désagrégées par sexe, âge et handicap. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: l'assistant technique du projet sera en charge de l'appui-conseil auprès des collectivités locales, de la réalisation des études d'analyse/suivi du contexte (par exemple d'analyse de la vulnérabilité aux crises pour les différents acteurs – PDI, jeunes hommes et femmes, femmes, etc. -), des études techniques d'identification et la préparation de dossiers techniques pour des investissements plus structurants dans une autre phase comprendra un volet relatif au monitoring des actions de développement de mise en œuvre du programme ainsi que de l'appui technique à la coordination des actions de l'UE et ses États Membres présents dans le pays (Team Europe) sur les territoires concernés. Les rapports de mise en œuvre seront partagés avec l'assistant technique qui assurera une collecte et une synthèse sur l'ensemble du programme.

5.2. Evaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'efficacité et l'efficacité des dispositions mis en place afin d'en tirer des leçons apprises aux financements ultérieurs. Il sera évalué comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et à l'égalité de sexes. Pour cela, les ODDs de l'agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action genre (GAP III) seront privilégiés.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3. Audit et Vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

APPENDIX 1: RAPPORT DANS OPSYS

Option 1: Action level		
<input type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Option 2: Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#): <Present action> <Other action>
Option 3: Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 1	Composante C1 - Sécurité contrat gestion indirecte avec FIAPP pour la mise en place des unités GAR-SI (17 000 000 EUR).
<input checked="" type="checkbox"/>	Group of contracts 1	Composantes C2 - Renforcement des capacités des autorités locales impactées <ul style="list-style-type: none"> - Group 1 : Subventions (gestion directe) Communes régions et leur regroupements et consortium d'ONG cohésion sociale & Services (assistance technique) (11 800 000 euros) C3 - Promotion d'activités économiques : reporting agrégé au travers du contrat d'assistance technique (et tous les contrats doivent rapporter périodiquement à l'AT) <ul style="list-style-type: none"> - Group 2 : Gestion indirecte avec une Agence d'un Etat Membre (10 000 000 euros) - Group 3 : NGO (10 000 000 euros) Support entity: <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation and communication (200 000 euros) & Imprévus (1 000 000 euros)

Annexe 2 : Team Europe Initiative – Programmes en cours * Régions Centre Nord & Sahel (EUR)

